

# Monde arabe Des atomes français

*Du Maghreb au Moyen-Orient en passant par la Libye, de nombreux pays cherchent à se doter d'une filière nucléaire. Paris y travaille.*

**L**es ambitions iraniennes ont réveillé l'appétit nucléaire de tous les Etats du Moyen-Orient et de la zone méditerranéenne.

Faut-il avoir peur de cette course à l'atome, pour l'heure pacifique ? Pour Nicolas Sarkozy et les industriels français du secteur, elle est, au contraire, une chance. « Le partage du nucléaire civil sera l'un des fondements du pacte de confiance que l'Occident doit passer avec le monde musulman », déclarait-il le 5 décembre à Constantine, en Algérie. La veille, les chefs d'Etat français et algérien avaient paraphé un accord-cadre qui organise, pour les vingt prochaines années, la coopération entre les deux pays pour le développement d'une filière nucléaire en Algérie.

Si celle-ci est le premier pays arabe à bénéficier d'un tel accord, d'autres devraient suivre, très rapidement. La dernière touche devait être apportée à un accord-cadre entre la France et la Libye lors de la visite à Paris, du 10 au 15 décembre, du colonel Muammar al-Kadhafi. Les deux pays sont déjà liés, depuis juillet, par un mémorandum d'en-

tente. Les Libyens souhaitent en particulier que la France leur livre un réacteur nucléaire capable de produire l'électricité nécessaire à une usine de dessalement d'eau de mer. Le Maroc est également sur les rangs. Un premier texte a été signé en octobre lors de la visite sur place de Nicolas Sarkozy et un accord de coopération globale semble en vue. Gage

délà du Maghreb, la technologie française pourrait aussi intéresser les Emirats arabes unis, la Jordanie ou encore l'Egypte.

Tous les pays arabes ou presque proclament aujourd'hui leurs ambitions nucléaires. L'Egypte voudrait couvrir en 2020, avec trois centrales, 20 % de ses besoins énergétiques. La Jordanie, qui doit importer

l'énergie nucléaire afin d'exporter plus et plus longtemps.

Les préoccupations économiques sont évidentes, mais elles ne sont pas les seules. Cette course à l'atome, même pacifique, est aussi une réponse au programme iranien. Les Etats arabes ne veulent pas que l'Iran soit le seul pays de la région, avec Israël, à

maîtriser le cycle nucléaire. Les accords passés avec la France sont conformes à la lettre et à l'esprit du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), aux termes duquel les Etats qui renoncent volontairement à se doter d'une arme atomique disposent en échange d'un « accès aux applications pacifiques de la technologie nucléaire ». Mais que se passera-t-il si l'Iran devient une puissance atomique ? Les grands Etats arabes sunnites ne seraient-ils pas tentés, face à cette « bombe chiite », de franchir le pas ? Maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, Bruno Tertrais en est convaincu (1). Certains pays, notamment l'Arabie saou-

dite, assure-t-il, cherchent à se doter, « par précaution », d'infrastructures « rendant plus facile, le jour venu, le passage à des applications militaires ». ●

**Dominique Lagarde**

(1) *Iran. La prochaine guerre*, par Bruno Tertrais. Le Cherche Midi, coll. Actus, 136 p., 9 €.



Nicolas Sarkozy accueille Muammar al-Kadhafi à l'Élysée, le 30 décembre. Comme l'Algérie, la Libye souhaite coopérer avec la France pour développer sa propre filière nucléaire.

d'efficacité, le roi Mohammed VI vient de désigner l'un des poids lourds de son cabinet, Meziane Belfqih, pour suivre le dossier. Un peu en retrait, la Tunisie a néanmoins manifesté son intérêt en organisant récemment un séminaire sur l'électricité nucléaire. Au-

pratiquement tout le pétrole qu'elle consomme, souhaite inaugurer sa première unité en 2015. En dépit de leur richesse en pétrole, les monarchies du Golfe, dont l'Arabie saoudite, affichent la même résolution. Ces pays peuvent avoir intérêt à produire de